



## GUATEMALA - Tourner la page du néolibéralisme et de la République créole?

Par [Ollantay Itzamná](#)

Mondialisation.ca, 30 mars 2019

[Le blog d'Ollantay Itzamná](#) 8 mars 2019

Thème: [Droits des femmes](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

*Le 16 juin 2019 se tiendront des élections générales au Guatemala pour élire notamment un ou une présidente de la République et 160 députés nationaux. La candidature de l'Indienne mam Thelma Cabrera, présentée par le Mouvement pour la libération des peuples (MLP), vient secouer la routine électorale. Texte d'Ollantay Itzamná publié sur son [blog](#) le 8 mars 2019.*

Au Guatemala, la politique, comme les autres facteurs dominants du pays, est pensée et construite pour que les exclu-e-s et les dépossédé-e-s ne puissent la pratiquer, et encore moins la revendiquer comme un droit. Le Guatemala est un pays où seuls les riches et/ou les urbains peuvent créer des partis politiques, et gagner des élections. Mais, cette fois, semble-t-il, ce mythe politique vacille.

Le 16 juin prochain, 27 partis politiques (de style traditionnel) et un instrument politique (le Mouvement pour la libération des peuples, MLP) seront en compétition pour élire un binôme présidentiel, 160 députés nationaux, 20 députés au Parlement centraméricain (Parlacen), et 340 maires avec leurs conseils municipaux.

D'où et pourquoi naît le Mouvement pour la libération des peuples



*Assemblée extraordinaire du MLP, 2019*

Il y a trois ans (2016), des centaines de communautés indiennes et paysannes en résistance, engagées pour la plupart dans le mouvement social plurinational dénommé Comité de développement paysan (CODECA), devant l'incapacité de la gauche traditionnelle à intégrer les nécessaires mesures sociales dans leurs discours idéologiques et face à l'avancée violente du système néolibéral, ont décidé en assemblées de créer leur propre organisation politique.

À la fin de l'année dernière, après un long travail de fourmis, ces communautés sont

parvenues à inscrire auprès du Tribunal suprême électoral (TSE) le Mouvement pour la libération des peuples (MLP), qu'elles dénomment instrument politique. Il n'y a pas eu de financement externe. Encore moins de conseil ou d'assistance technique de la « vieillissante avant-garde révolutionnaire » nationale. Ce fut un évènement inédit en presque deux siècles de République. Mais le temps a manqué pour célébrer un tel acte historique.

Ainsi donc, ces résistants sont sortis la tête haute de la première lutte, ayant vaincu rien moins que l'architecture légale/électorale minutieusement pensée par les riches, pour les riches. On a encore en tête les mauvais augures de nombreux acteurs néolibéraux concernant cette audace. « Ils ne dépasseront pas le niveau des assemblées communautaires ». « Ils ne pourront pas inscrire pas leur binôme présidentiel », « ils n'ont pas de gens compétents »...

Candidates indiennes dans un pays raciste



*Assemblée nationale du MLP, 2019*

Au cours de l'assemblée nationale extraordinaire du MLP, le 7 mars dernier, des femmes indiennes et des paysans ont à nouveau surpris les leurs et les personnes extérieures en proclamant (par acclamation) l'Indienne mam, Thelma Cabrera, comme leur candidate à la présidence de la République pour les élections générales du 16 juin prochain.

Cabrera est une défenseuse reconnue des droits, presque autodidacte, elle fait partie du noyau central du mouvement plurinational CODECA. Connue pour ses affirmations « hérétiques » comme : « Au Guatemala, nous, les peuples indiens, n'avons pas d'État ». « Notre maison appelée Guatemala est complètement rongée, il faut d'urgence un processus d'Assemblée constituante plurinationale pour construire une maison neuve avec tous et toutes et pour tous et toutes »...

En outre, durant ladite assemblée, le MLP a annoncé que Vicenta Jerónimo, autre

défenseuse des droits mam, sera à la tête de la liste nationale de députés.

Si créer une organisation politique propre était déjà une audace indiano-paysanne dans un pays raciste, proclamer des femmes indiennes comme candidates à la présidence de la République créole est une apostasie du régime patriarcal. Bien plus encore dans des sociétés friandes de titres ou de diplômes universitaires.

Une proposition pour tourner la page du néolibéralisme et de la République créole



*Collation communautaire, Assemblée nationale du MLP, 2019*

Si la méthode d'organisation du MLP et le profil de ses représentantes sont déjà des témoignages effectifs d'une autre manière de faire un autre type de politique dans un pays habitué aux grossières élections, ce qui défie le plus la gauche et la droite néolibérales sont les propositions de cette organisation politique.

« Nous ne sommes pas là pour gagner des élections. Nous allons créer un État plurinational, et nationaliser toutes les entreprises et les services qu'ils ont privatisés », déclarait avec force et conviction Thelma Cabrera durant l'Assemblée nationale constitutive du MLP, en décembre dernier.

Et de fait, parmi les objectifs fixés publiquement par le MLP il y a entre autres : la récupération des entreprises et services privatisés (sur la base d'un audit des contrats), la création de l'État plurinational à partir des autonomies territoriales et un processus d'Assemblée constituante populaire et plurinationale. Le MLP a comme horizon déclaré le Vivre bien. Voilà ce qui constitue le cadre théorique et le discours idéologique de cette organisation politique.

C'est là toute une audace intellectuelle et politique dans un pays où l'unique horizon idéologique possible est le système néolibéral et son État-nation créole. Presque aucun universitaire ou intellectuel de gauche ou du centre n'ose défier le totémique système néolibéral, ni l'État créole défaillant ! Mais les Indiens et les paysans le font, eux, et avec des propositions, n'en déplaise aux « think tank nationaux ».

Le sentier libertaire est désormais ouvert pour les peuples du Guatemala. Le but, ce n'est pas les prochaines élections, mais celles-ci seront une épreuve du feu pour cette autre politique qui émerge dans la pénombre politico-électorale nationale.

Ollantay Itzamná

---

- ▶ [Dial](#) – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3487.
- ▶ Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- ▶ Source (espagnol) : [blog d'Ollantay Itzamná](#), 8 mars 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial – [www.dial-infos.org](http://www.dial-infos.org)) et l'adresse internet de l'article.

La source originale de cet article est [Le blog d'Ollantay Itzamná](#)  
Copyright © [Ollantay Itzamná](#), [Le blog d'Ollantay Itzamná](#), 2019

---

Articles Par : [Ollantay Itzamná](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)